

Roger Köppel : Le nouvel Européen : moralisme et militarisme ?

Roger Köppel est un journaliste, éditeur, entrepreneur médiatique et ancien homme politique suisse. Il est le propriétaire, éditeur et rédacteur en chef de Die Weltwoche, l'un des principaux hebdomadaires politiques suisses. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy Me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng GoFundMe : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à toutes et à tous. Aujourd'hui, nous recevons Roger Köppel, journaliste suisse, ancien homme politique et rédacteur en chef de Die Weltwoche, une publication dans laquelle j'ai moi-même écrit. C'est donc un excellent journal, lui aussi. Merci beaucoup d'être venu. Merci de m'avoir invité. En Suisse, je pense que tout le monde sait qui vous êtes. Qui est Roger Köppel ?

#Roger Köppel

Eh bien, je suis un Suisse atypique. Je suis journaliste. Mon père était entrepreneur dans le bâtiment. Donc, d'une certaine manière, mon parcours biographique a un peu dévié. J'ai commencé très tôt comme journaliste. J'ai été journaliste sportif pendant de nombreuses années. J'ai travaillé pour les grands journaux suisses : le Tages-Anzeiger, la Neue Zürcher Zeitung. Je suis devenu rédacteur en chef pour la première fois en mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept, pour un magazine supplément. Et puis... ça a continué comme ça. Ensuite, j'ai été employé par Die Weltwoche. À l'époque, Die Weltwoche appartenait à quelqu'un d'autre. Aujourd'hui, j'en suis le propriétaire. Et Die Weltwoche est un très ancien hebdomadaire suisse.

Il a plus de quatre-vingt-dix ans. À l'époque, nous avons rencontré beaucoup de difficultés, mais nous avons réussi à le remettre à flot. Ensuite, j'ai été recruté en Allemagne. J'ai été rédacteur en chef de Die Welt, à Berlin, pendant trois ans. Puis je suis retourné en Suisse. J'ai pu acheter Die Weltwoche, dont je suis aujourd'hui le rédacteur en chef et le propriétaire. Et ce qui fait sans doute la particularité de Die Weltwoche, c'est que c'est un journal non conventionnel. Cela veut dire que nous prenons toujours la liberté de regarder les choses sous un angle différent de celui des autres. Nous n'avons pas de ligne politique stricte. Nous avons des auteurs de gauche et de droite, mais toujours à contre-courant.

#Glenn

Oui, eh bien, c'est l'une des choses que j'ai toujours trouvées fascinantes chez vous : ces différents points de vue. Parce qu'aujourd'hui, on parle d'indépendance des médias, mais en réalité, il n'y en a pas tant que ça. On le voit, dès qu'il s'agit de politique étrangère ou d'un conflit, que ce soit l'Iran ou l'Ukraine, il y a toujours cette question, au fond : quel camp soutenez-vous ? Donc, si vous êtes pour un camp ou pour l'autre, il y a un certain nombre d'arguments obligés que vous devez reprendre. Ce que je trouve intéressant avec Die Weltwoche, c'est que, parfois, vous présentez les choses ainsi : voilà ce qui inquiète les Ukrainiens, évidemment. Voilà ce que disent les Russes. C'est très étrange, parce que ça ne devrait pas l'être. C'est ainsi que cela devrait fonctionner, j'imagine. Mais comment voyez-vous le climat autour de l'indépendance des médias ? Parce qu'il est étrange de devoir rentrer dans le rang, semble-t-il.

#Roger Köppel

Oui, c'est un mécanisme étrange... On pourrait appeler ça du conformisme spontané. Ce n'est pas, vous savez, une conspiration ou des forces obscures qui pousseraient les journalistes à suivre une certaine ligne. J'ai fait ce constat dans tous les domaines où j'ai travaillé, y compris dans le sport. J'ai été critique de cinéma pendant mes années d'université. Et même là, c'était évident : voilà les bons réalisateurs, il faut les considérer comme les plus grands. Et tous ceux qui ont un avis différent, qui aiment probablement les films hollywoodiens, sont considérés comme des marginaux. Et aujourd'hui, surtout depuis l'invasion russe de l'Ukraine, c'est devenu extrêmement, presque totalitaire. Je pense que, vous savez, le libre débat, la discussion dialectique entre différents points de vue, différents arguments, pour analyser un problème et le voir sous différents angles...

Je veux dire, c'est l'essence même de la démocratie. C'est notre force. Mais aujourd'hui, nous nous sommes transformés en une sorte de démocratie amputée, à sens unique, déséquilibrée, qui n'est probablement plus une démocratie, finalement. Je dirais donc que c'est très important. C'est le devoir premier des journalistes : remettre en question le courant dominant. Toujours remettre en question le courant dominant, remettre en question les soi-disant majorités, afin de présenter une vision plus large des choses. Ainsi, les citoyens peuvent se faire une meilleure idée de la réalité. Et dans une démocratie, bien sûr, ils doivent décider. Ils doivent se prononcer sur des questions. Il est important de voir tous les aspects, et pas seulement un seul. C'est donc dangereux quand tout le monde va dans la même direction.

#Glenn

J'ai l'impression qu'une autre façon, pour tous les médias, de s'enfermer dans une position, c'est que dès qu'on parle d'être pour quelque chose ou contre quelque chose... Souvent, au moins chez les politiques, on trouve un concept sur lequel ils peuvent tous se mettre d'accord. C'est, vous savez : il faut travailler avec les États-Unis. Donc, il faut être pro-américain. Mais qu'est-ce que ça veut dire, être pro-américain ? Ils prennent un concept et ils y mettent tout ce qu'ils veulent. Donc, ça veut

dire qu'il faut essayer de préserver un empire mondial. Il faut soutenir ça. C'est pareil avec l'Ukraine. Êtes-vous pro-ukrainien ? Oui ? Alors, il faut soutenir la guerre. N'appellez pas à la diplomatie, parce que sinon, vous les trahissez. Vous savez, peu importe que la plupart des Ukrainiens veuillent la paix. Malgré tout, nous ne parlerons pas aux Russes. À la place, nous irons à Kyiv leur demander de mobiliser les femmes. Vous savez, les concepts que nous avons inventés sont vraiment très étranges. Et cela contribue, semble-t-il, à appauvrir le débat, parce qu'on ne parle plus que de savoir qui est pour ceci ou contre cela.

#Roger Köppel

C'est totalement absurde. Par exemple, si vous pensez que ce n'est pas une bonne idée de bombarder Moscou sans distinction, et qu'il vaut mieux engager le dialogue, alors on vous considère comme la cinquième colonne du Kremlin, comme un traître qui aide l'agresseur. Je veux dire, c'est sidérant. Quel est le phénomène derrière ça ? Je dirais que c'est l'incapacité à discuter correctement de quoi que ce soit, de façon factuelle. C'est ce que j'appelle la maladie du moralisme. On transforme chaque sujet en une sorte de croisade morale, et le reste n'a plus d'importance. Par exemple : quelles sont les conséquences d'une décision donnée ? Quel est le prix à payer si l'on choisit telle ou telle voie ? Non. La seule question, c'est : qui sont les gentils, et qui sont les méchants ?

Et les gens qui utilisent ce genre de méthodes, ce sont toujours les gentils, bien sûr. Et ça, c'est du moralisme. C'est utiliser la morale pour dominer, pour imposer, en quelque sorte, la manière dont nous devrions débattre. Et je pense que c'est totalement inacceptable. Nous devrions nous éloigner de ce moralisme et aller davantage vers le réalisme. Et quand je dis que je critique le moralisme, je ne veux pas dire... Enfin, la morale, ce sont des règles qui permettent une bonne compréhension mutuelle, une bonne coopération, une vie meilleure. Je n'ai rien contre ça. Mais le moralisme, c'est une forme de mégalomanie, cette façon de se donner en spectacle. Ce sont des gens qui utilisent les valeurs pour se mettre eux-mêmes en avant. En théologie, on dirait qu'ils parlent de Dieu, mais qu'ils parlent en réalité d'eux-mêmes. Voilà.

#Glenn

Eh bien, c'est ça, le problème. Je pense que la plupart des gens diraient qu'il faut davantage de morale en politique. Mais, comme vous le dites, ça brouille le débat. Parce que, si l'on parle des affaires internationales, si l'on examine la politique étrangère, ce qu'on regarde avant tout, c'est toujours la compétition pour la sécurité : comment les États-Unis et la Chine rivalisent pour leur sécurité. La sécurité de l'un peut créer l'insécurité de l'autre. Enfin, du moins si l'on mesure la sécurité en missiles. Mais dès qu'on en parle en termes de morale, tout est systématiquement présenté, comme vous l'avez dit, avec les gentils d'un côté et les méchants de l'autre. Et j'ai le même sentiment quand je regarde la guerre en Ukraine et la guerre en Iran. Quand l'Amérique a commencé à bombarder l'Iran, j'ai vu des responsables politiques dans mon pays dire : « Oh, maintenant, ils vont avoir la liberté. Le régime va disparaître. » Donc c'est vraiment pour ça qu'ils

bombardent, n'est-ce pas ? Ils voulaient apporter la liberté. Dans ces conditions, il devient très difficile d'avoir la moindre analyse critique. Si tout se réduit au bien et au mal, comment voyez-vous ce que j'appellerais ce piège narratif autour de la guerre en Iran et de la guerre en Ukraine ?

#Roger Köppel

C'est aussi l'incapacité à faire la distinction. Je veux dire, ce comportement-là... Si vous raisonnez toujours en termes de : « De quel côté êtes-vous ? » ou « Êtes-vous avec les gentils ou avec les méchants ? », cela montre, au fond, que les gens qui parlent comme ça sont déjà profondément engagés dans la guerre. Je veux dire, ils sont plongés dans la propagande jusqu'au cou. En réalité, ce sont des parties belligérantes. C'est comme ça que parlent les parties en guerre. Je veux dire, si mon pays, la Suisse, était en guerre contre un autre pays, bien sûr, nous diaboliserions l'autre pays, nous l'attaquerions, et ainsi de suite. Nous penserions être du bon côté.

Mais si nous n'en faisons pas partie, nous ne devrions pas employer ce langage. Et en diplomatie, c'est extrêmement préjudiciable. Car avec ces diabolisations, on voit apparaître les deux poids, deux mesures qui les accompagnent. Bien sûr, cela n'aide pas à améliorer la situation. Et c'est ma grande préoccupation, surtout en Europe. Je dirais que le Moyen-Orient est probablement un cas un peu particulier. Pour moi, ce qui est bien plus préoccupant, c'est la guerre en Ukraine. Parce que là, sur le sol européen, nous voyons une escalade se dérouler sous nos yeux. D'un côté, les Russes pensent avoir absolument raison dans ce qu'ils font. Selon eux, ce sont des préoccupations légitimes de sécurité, qui sont menacées de manière existentielle par l'autre camp.

Et de l'autre côté, les Européens sont tout aussi convaincus, alors qu'ils s'engagent dans une confrontation à laquelle ils ne sont pas de taille. Je veux dire, ils célèbrent en quelque sorte un militarisme sans armée. Et si nous avons une leçon à tirer du siècle dernier, c'est que nous devrions tout faire pour réduire ces conflits, et non les amplifier. Mais quand des responsables politiques en Europe interviennent, comme par exemple l'ancien Premier ministre hongrois Viktor Orbán, qui a dit : « Nous devons parler, vous savez, au président Zelensky, au président Poutine », qu'est-il arrivé à Bruxelles, à l'épicentre de la paix, au sein du projet de paix qu'est l'Union européenne ? Je veux dire, il a été totalement vilipendé. Il a été traité comme un criminel. Cela montre à quel point la situation dans laquelle nous sommes est étrange. Et moi, je ne suis qu'un journaliste. Mon devoir est de m'y opposer, de montrer, de mettre en lumière ce genre d'absurdité. Une absurdité très dangereuse.

#Glenn

Eh bien, vous avez, dans une certaine mesure, opposé cette compétition en matière de sécurité à l'idéologie. Et un concept clé, dans le domaine de la sécurité internationale et de la paix, c'est celui de la sécurité indivisible. Autrement dit, si l'on reconnaît qu'il existe toujours une compétition en matière de sécurité, la manière habituelle de renforcer la sécurité consiste à chercher une solution qui améliore la sécurité des deux parties. Ainsi, un camp ne renforce pas sa propre sécurité aux dépens des autres. C'est donc, en réalité, l'inverse de la politique des blocs. Je trouve assez intéressant que

nous reconnaissons tous ce principe, mais qu'en Occident, lorsque nous parlons de l'OTAN, par exemple, nous continuons à dire qu'il s'agit de sécurité indivisible. Parce que nous disons : eh bien, l'OTAN, vous savez, un bloc militaire anti-russe qui cherche à créer une Europe sans les Russes.

Et pourtant, si cette alliance s'étend jusqu'aux frontières russes, on dit : eh bien, c'est la sécurité indivisible, parce qu'on apporte la démocratie, les droits de l'homme et la stabilité. Donc ils en bénéficieront. Je ne sais pas. Souvent, quand je parle à des Russes, ils pensent qu'on leur ment en pleine face. Ils savent que c'est absurde. Bien sûr qu'ils savent qu'étendre un bloc militaire jusqu'à nos frontières serait inacceptable. C'est comme si on nous autorisait à installer des missiles au Mexique. Mais, pour être honnête, je pensais la même chose. Puis, quand je parle à des gens au Parlement européen et ailleurs, et qu'ils disent : « Oh non, non, ils y croient. Ils sont totalement sincères. » C'est-à-dire que si nous armons l'Ukraine jusqu'aux dents, installons des bases de la CIA le long des frontières, avec l'OTAN partout, ils devraient être contents. Et là encore : est-ce que cette conviction est vraiment authentique, au plus profond d'eux-mêmes ?

#Roger Köppel

Je ne sais pas s'ils manipulent les choses ou s'ils sont sincères. Je pense que c'est juste... enfin, je ne... Je dirais que je n'ai pas tendance à prêter de mauvaises intentions à des actes qui ne me plaisent pas. Bien sûr, parfois, il y a de mauvaises intentions et de mauvais acteurs. Il ne faut pas être naïfs. Mais je dirais que l'histoire du monde est une succession de profonds malentendus, de part et d'autre. Quand on regarde l'histoire, tous les partis, tous les pays, tous les blocs se méprennent toujours les uns sur les autres. En ce moment, il y a cette grande posture morale contre la Russie, surtout du côté des Européens. Mais il y a aussi cette attitude moralisatrice du côté russe, vis-à-vis de l'Europe et des États-Unis d'Amérique.

Je pense qu'il vaut mieux partir du principe que l'autre camp agit de bonne foi et qu'il pense faire ce qui est juste. Regardons la psychologie qui sous-tend l'élargissement de l'O.T.A.N., qui est, selon moi, l'une des plus grandes stupidités de la politique étrangère de ces trente dernières années. Et je veux dire, des diplomates américains célèbres, dont beaucoup sont passés dans votre émission, l'ont souligné. Mais il faut comprendre la psychologie des Américains. Connaissez-vous le livre « Un Américain bien tranquille », de Graham Greene ? C'est un formidable roman sur la guerre du Vietnam. Les anciennes puissances coloniales européennes, surtout la France, quittent le Vietnam. Puis, dans les années cinquante, l'Amérique intervient, incarnée par ce jeune Américain dynamique.

Que fait cet Américain ? Il prend la petite amie vietnamienne du protagoniste anglais, qui symbolise, bien sûr, le vieux monde. Puis le nouveau venu arrive et lui prend sa compagne. La prise de contrôle du pays est donc incarnée par cette femme, par cette jeune fille. Et que dit l'Américain ? Il n'a pas mauvaise conscience. Il ne s'excuse pas auprès de l'Anglais. Il est plein d'idéalisme. Il dit : « Vous savez, je sais que c'est difficile pour vous si je vous prends votre petite amie. Mais vous devez comprendre que c'est dans notre intérêt commun. Enfin, vous êtes vieux. Elle est belle. Je suis jeune. Nous pouvons être de bons amis. »

Et c'est exactement l'état d'esprit que j'ai retrouvé dans beaucoup de déclarations concernant l'élargissement de l'OTAN vers l'est. Ils disaient : « Qu'est-ce qui vous inquiète, en Russie ? Enfin, nous sommes les Américains. Nous sommes une force du bien. Et si nous étendons cette force du bien à travers l'OTAN, vous ne pouvez pas être contre nous, puisque toute personne sensée est avec nous. Sinon, c'est qu'elle a un problème. C'est un méchant, ou bien elle ne comprend pas. » Donc, cet idéalisme excessif constitue, d'une certaine manière, un problème structurel dans le monde occidental, incarné par les Américains. Et, bien sûr, les Russes ont sous-estimé cela. Ils ont probablement une vision de la réalité un peu différente. Mais maintenant, il faut trouver une solution.

Et si les Russes commencent à se retrancher dans leur propre amertume, tandis que, du côté occidental, les postures et le moralisme se poursuivent et s'intensifient, alors nous nous retrouvons dans une situation insoluble. Alors, en bon Suisse, j'essaie toujours de trouver une forme de compréhension mutuelle, un terrain d'entente, et d'éclaircir ces malentendus. Mais John Mearsheimer dirait sans doute que ce que j'essaie de faire ici est désespérément naïf. Il y a des intérêts très puissants en jeu. C'est vrai, bien sûr. Mais je dirais toujours qu'il y a toujours une place pour le compromis. Et qu'il ne faut jamais sous-estimer le rôle des malentendus, des malentendus profonds, qui peuvent être dissipés dès lors que nous commençons à nous parler.

#Glenn

Je viens justement de voir une déclaration de Marco Rubio. Il soutenait que, bon, nous avons conclu un accord sur le Groenland, qui sera permanent. Et il a dit : « Plus jamais aucun adversaire de l'Amérique ne sera autorisé à exercer la moindre activité économique au Groenland. Désormais, c'est uniquement pour nous. » Et il affirme que ce sera aussi une bonne chose pour les Européens. Vous savez, tout ce nouveau monde, prendre le Groenland, en somme, et que ce sera bon pour eux. Bien sûr, ils ont dû recourir à des menaces d'annexion pour obtenir cet accord.

Alors, il faut se demander à quel point cela a été bénéfique pour les Européens, étant donné que tout cela a presque été mis en place comme leur propre possession coloniale. Mais je voulais vous interroger sur la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Parce que, là encore, vous faites partie d'une catégorie de journalistes qu'on ne voit plus souvent aujourd'hui : ceux qui sont capables de voir les deux côtés de cette affaire, ou du moins d'essayer de les voir. Alors, comment voyez-vous les positions qui s'opposent ? Là encore, il peut y avoir trois camps : la Russie, l'Ukraine, puis l'Occident politique. Comment les voyez-vous se méprendre les uns sur les autres ? Parce que je sais que tout le monde a ses défauts, je pense.

#Roger Köppel

J'essaie d'aborder ces questions, par exemple, pas tant en termes de valeurs et de tous ces mots qu'on entend beaucoup, y compris dans les médias. Je dirais qu'en politique internationale, comme dans les affaires humaines, il est toujours question d'intérêts. Il faut regarder où se trouve l'intérêt

fondamental. Et voici ma vision d'ensemble. En mille neuf cent quarante-cinq — c'est un peu comme Vladimir Poutine aujourd'hui : quand on lui demande quelles sont les raisons de la guerre en Ukraine, il commence par le Moyen Âge. Moi, je commence en mille neuf cent quarante-cinq. C'est à ce moment-là que les Britanniques, les Russes — l'Union soviétique — et les Américains ont commencé à se partager le monde. Cela a duré jusqu'en mille neuf cent quatre-vingt-neuf. Puis l'Union soviétique a fait faillite.

Nous avons eu le mouvement unilatéral des États-Unis d'Amérique. Ils étaient au sommet de leurs réussites. Et ils étaient si puissants qu'ils pouvaient presque gouverner seuls le pays. C'était l'âge d'or du droit international. Je n'ai jamais cru au droit international, ou au **Völkerrecht**, parce que ce droit n'est jamais élaboré démocratiquement par les peuples. Il est mis en œuvre par une sorte d'hégémons ou, vous savez, par des co-hégémons mutuels, peu importe. Je ne crois pas tellement au droit international. Je pense qu'il est important d'essayer d'avoir une sorte de règles, mais il ne faut pas s'y fier. On voit maintenant que ces règles ne sont pas fiables. Elles sont sujettes à contestation et à interprétation.

Donc, tout cela s'est effondré. Les Russes se sont ressaisis. Ils sont devenus plus forts. Les Chinois sont extrêmement puissants. Les Américains restent donc une force très importante, mais ils ne dominent plus autant qu'avant. Et le président Trump a compris que les États-Unis sont trop faibles pour imposer la paix en Europe. Il dit : « Je veux faire la paix en Ukraine. » Mais il doit faire la paix en Ukraine, parce qu'il a compris que si les États-Unis se dispersent dans toutes ces guerres, cela détruira leur empire, leur pays. C'est ce qui est arrivé à la Grande-Bretagne, avec le grand Winston Churchill, qui voulait sauver l'Empire. Il a gagné toutes les guerres, mais, au fond, il a perdu la Grande-Bretagne, parce qu'elle s'était trop engagée dans toutes ces guerres. Et les Américains ont essayé d'éviter cela.

Mais bien sûr, nous sommes aujourd'hui dans une situation où ces immenses puissances se repartagent le monde, d'une certaine manière. Pas lors d'une conférence après une guerre, mais en ce moment même. C'est ce qu'on appelle le monde multipolaire que nous voyons, le monde des prédateurs, pourrait-on dire. Et c'est une situation très dangereuse. Je pense que c'est l'état naturel de l'Histoire. C'est la règle générale entre ces puissances, jusqu'à ce qu'elles trouvent un nouvel équilibre. Mais nous naviguons dans un océan très, très difficile. Et nous venons de petits pays : la Norvège, la Suisse. Nous devons donc être très au clair : quels sont nos intérêts nationaux ? Quels sont les conflits qui nous touchent réellement ? Auxquels voulons-nous prendre part, ou non ? Et je dirais que, dans ce monde, il est extrêmement important de suivre son intérêt national, d'investir beaucoup dans la diplomatie. Et c'est là la grande erreur de l'Europe aujourd'hui.

Nous assistons à la mort de la diplomatie, ce qui est presque absurde. Et nous sommes dans cette situation étrange où le président américain, qui est un parfait idiot, un outsider, doit expliquer à des Européens sophistiqués qu'il existe aussi quelque chose qui s'appelle la diplomatie, y compris vis-à-vis de la Russie. Voilà un peu la situation. C'est une nouvelle recomposition d'une forme d'ordre mondial, d'un nouvel équilibre, et l'environnement est très difficile. Nous devrions faire tout notre

possible pour réduire ces conflits, et non les aggraver. La Suisse et la Norvège ne peuvent pas trancher ces questions. Mais nous pouvons être utiles si nous ne prenons pas part à l'hystérie générale. Ou bien la Suisse, si elle revenait à sa neutralité classique et intégrale, pourrait aider en tant que médiatrice et servir de lieu d'apaisement pour ces tensions internationales.

#Glenn

Eh bien, ce que vous décrivez, c'est justement, en quelque sorte, ma principale inquiétude. Chaque fois qu'il y a des bouleversements massifs dans la répartition du pouvoir, c'est là que l'instabilité apparaît. On passe d'une forme d'hégémonie mondiale à une dissolution de cet ordre, vers un système multipolaire. Et comme vous le dites, un nouvel équilibre devra s'établir. Mais cela signifie que tous les anciens arrangements disparaissent, créant des vides, toutes sortes de tensions. Cela dit, je peux comprendre, dans une certaine mesure, où vont les principaux acteurs. La Chine, par exemple. Elle veut devenir un centre de pouvoir majeur. Quant aux Russes, ils voient une occasion à saisir, parce qu'ils considéraient le moment unipolaire comme une menace existentielle. Cela s'est notamment manifesté par l'élargissement de l'OTAN.

Ils ont compris que cela pourrait les détruire. Alors maintenant, ils se tournent à cent pour cent vers la Chine. Et je peux comprendre les Américains aussi. Que faites-vous si, comme vous le dites, vous voulez éviter la surextension impériale ? Eh bien, à certains endroits, vous vous repliez. Ailleurs, vous pratiquez le transfert de responsabilité : en gros, vous vous assurez que d'autres paient pour votre empire. Vous leur confiez donc la guerre en Ukraine. Vous la confiez aux Européens, ils peuvent la financer. Vous dites aux États du Golfe, vous essayez de les faire combattre pour vous. C'est un peu plus difficile, là-bas. Mais aussi, vous savez, dans l'hémisphère occidental, vous vous assurez simplement que le canal de Panama, le Groenland, tout cela, en quelque sorte, tombe sous l'autorité des États-Unis. Je ne cautionne pas cela. Je dis simplement que je peux le comprendre.

Mais quelle est la place de l'Europe dans ce monde ? Parce que, vous savez, à l'époque où il n'y avait qu'une seule superpuissance, on avait l'impression que la mission de l'Union européenne, la mission européenne, c'était de se dire : nous aurons une hégémonie collective. Nous allons simplement nous ranger aux côtés des Américains, être leurs partenaires subalternes, et ensemble, ce sera l'Occident politique, au lieu d'une domination américaine pure et simple. Et je pense que c'était, en quelque sorte, le rôle de l'Union européenne : négocier collectivement pour avoir une certaine égalité avec les États-Unis. Qu'est-ce qui se passe maintenant ? Parce que, vers quoi allons-nous ? En général, nous avons tout misé sur l'Amérique, pour de bonnes raisons. Et c'est ce que Trump dit tout le temps, mais ce n'est pas seulement lui. Les États-Unis ne s'intéressent plus tant que ça à l'Europe. Ils doivent établir des priorités. Nous ne sommes pas si importants. Alors, qu'est-ce qu'on fait ?

#Roger Köppel

Ne sous-estimons jamais l'intérêt des Américains pour l'Europe. Je veux dire, ils se sont aussi battus pour ce continent pendant la Seconde Guerre mondiale. Les Russes aussi. Et tous deux, vous savez,

se sont retrouvés séparés à Berlin. Il y avait cette ligne, vous savez, celle de la guerre froide. Les Américains avaient des troupes sur le terrain, et les Russes aussi. Donc les Américains ont toujours un intérêt en Europe. Mais le fait est que, depuis soixante, soixante-dix ans, les Européens se sont dit : « D'accord, toutes les dépenses militaires, ce sont les Américains qui s'en chargent. Nous, on s'enrichit, on investit dans nos États-providence, on a notre hamac doré ici, et les Américains, la cavalerie, viendront quand nous serons en difficulté. »

Et maintenant, les Américains, en fait... je veux dire, ils ont entretenu cette mentalité. J'étais à Berlin à l'époque. Bien sûr, les Américains n'avaient pas intérêt à ce que les Allemands aient une armée trop puissante, et cetera. Aujourd'hui, il y a beaucoup d'hypocrisie. Les Américains voulaient dominer. Ils voulaient décider ici. Il n'y avait pas de force militaire importante sur place, donc c'étaient eux la force dominante. À l'Est, c'était l'Union soviétique. Mais maintenant, l'argent vient à manquer. Donc, ce que nous voyons aujourd'hui, et je le dis du point de vue suisse, c'est que nous sommes en crise. Nous sommes en récession. Et c'est le moment où la réalité nous rattrape.

Et au cours des trente dernières années, grâce à l'immense succès de ce monde unipolaire, enfin... l'Europe était tellement riche. On pouvait tout résoudre. Tous les problèmes, on pouvait les noyer sous l'argent, qui était essentiellement imprimé par la Banque centrale européenne. Mais maintenant, c'est terminé. Ça ne marche plus. Nous devons enfin résoudre les problèmes. Regardez les décisions qui ont été prises ces quinze dernières années. Une politique climatique qui a fait vivre une expérience de quasi-mort à l'industrie automobile allemande. Nous avons vu une politique migratoire qui a été totalement moralisatrice. Je suis favorable au droit d'asile, et pour les réfugiés dont la vie est réellement menacée, nous devrions toujours trouver une place en Europe. Mais ce genre de migration de masse, ça ne tient pas debout.

Le coronavirus aussi a été géré de façon impériale et excessive par nos gouvernements. Et dès que nous avons eu cela derrière nous, il y a eu cette guerre en Ukraine. Et maintenant, encore une fois, ils font face, ou tentent de suspendre la réalité, avec un scénario irrationnel. Nous voyons donc toutes ces crises. L'Union européenne ne peut pas les résoudre. Et nous voyons — et c'est la bonne nouvelle, pour moi — une sorte de révolte démocratique des peuples, qui disent : « Nous voulons d'autres partis. Nous voulons du changement. Nous n'avons pas confiance dans cette évolution de la politique. » Voilà donc la situation de l'Europe. Elle est dans un état de grande désorientation. Mais en tant que Suisse, venant d'une démocratie directe, nous disons toujours qu'on peut faire confiance au peuple, et que le peuple n'est pas stupide.

Et ils commencent à se réveiller. Et je pense que nous allons voir beaucoup de changements politiques sur la scène européenne. Il y a un retour de la pensée conservatrice. On le voit dans différents pays : la tendance s'oriente vers davantage de réalisme, en s'éloignant un peu de ce moralisme. Mais notre continent, on pourrait même dire notre monde, est en mauvais état à cause du succès que nous avons connu. Et quand on a beaucoup de succès, quand on est très riche, c'est là qu'on commet le plus d'erreurs. C'est pareil dans les entreprises, ça fonctionne aussi comme ça. Comme le disait Goethe : « Rien n'est plus difficile à supporter qu'une succession de bons jours. »

#Glenn

J'aime bien ça. Et j'aime aussi ce que vous avez dit sur l'accord de sécurité avec les États-Unis. Parce que, souvent, on y voit du parasitisme, ce que c'était, soyons honnêtes. Bien sûr. Mais comme vous l'avez dit, c'était aussi du donnant-donnant, je pense. Parce que lorsque nous avons délégué notre sécurité aux États-Unis, c'est aussi ce qu'ils voulaient. Et le donnant-donnant, c'est : vous payez pour notre sécurité, et nous faisons ce qu'on nous dit. Je simplifie à l'excès, mais... Si quelqu'un s'occupe de notre sécurité, c'est un peu comme au Japon. S'il s'occupe de la sécurité, il aura une influence politique. C'est l'échange, si vous voulez. Mais je suppose que ma question, concernant les Européens... Oui, je sais que les États-Unis y auront toujours un intérêt.

Mais bon, je dirais qu'il y a deux aspects. Si les États-Unis s'y intéressent moins et veulent se désengager progressivement, qu'est-ce qui arrive à l'Europe ? Est-ce qu'on a une Europe ? Parce qu'il y a cette idée répandue selon laquelle les Européens ont besoin des Américains en Europe, parce qu'ils jouent un rôle d'apaisement. Sinon, les Allemands, les Français, les Britanniques... qui va nous diriger ? Et là, on verra vraiment émerger des querelles. Et encore une fois, quand les Allemands disent aujourd'hui : « Oh, nous allons avoir l'armée la plus puissante », tout le monde n'est pas forcément très à l'aise. Parce que demain, peut-être que la question russe aura disparu, mais l'armée allemande, elle, sera toujours là. Je veux dire, on ne dépasse pas l'histoire comme ça. Alors, selon vous, vers quoi va cette Europe ?

#Roger Köppel

Les nations européennes, et surtout les Allemands, sont aujourd'hui confrontés aux démons de leur histoire. Parce que, dans la partie occidentale du pays, on leur a répété ces quatre-vingts dernières années : le nationalisme, l'État national, l'État-nation, il faut s'en débarrasser. Maintenant, c'est l'heure du supranationalisme, des institutions supranationales, de l'Union européenne. Or, la Suisse est un exemple, d'ailleurs, tout comme les États-Unis d'Amérique ou la Grande-Bretagne. Nous sommes un État-nation libéral classique. Je veux dire que, dans notre histoire, le nationalisme et le libéralisme se sont unis pacifiquement. En Allemagne, en Italie, en France, cela ne s'est pas produit. Cela a dérivé vers une forme de fascisme, ou aussi de gauchisme, peu importe. Vous l'avez connu.

Et donc, ce que nous voyons aujourd'hui, c'est le retour de l'État-nation comme acteur fondamental sur la scène mondiale. Or, l'Union européenne repose sur l'idée que l'État-nation peut être dépassé par ce type d'institutions. Mais le problème, c'est que ces institutions qui les surplombent n'ont pas tenu leurs promesses. Elles avaient promis de préserver la paix, de garantir la prospérité, de sécuriser les frontières. Mais aujourd'hui, on voit que cette glorieuse Union européenne est, dans la réalité concrète des gens, à l'origine de nombreux problèmes. Et en Suisse, depuis les années quatre-vingt-dix, c'est pour cela que nous n'avons jamais rejoint l'Union européenne. Nos eurosceptiques l'ont toujours dit : « L'Union européenne est une erreur intellectuelle. »

Pourquoi ? Parce que tout le monde est responsable de tout, et que personne n'est responsable de quelque chose de précis. On ne sait pas qui est responsable de quoi, dans l'Union européenne. C'est une construction qui ne fonctionne pas. Et on le voit avec l'euro. On ne peut pas avoir une monnaie unique entre des économies nationales aussi différentes, aussi diverses. On le voit aussi avec les frontières communes : elles ne peuvent pas être sécurisées. Donc, ce que nous voyons aujourd'hui, c'est le retour de l'État-nation. Et c'est une expérience particulièrement difficile pour les Allemands. L'Allemagne est un État-nation très important. Elle doit donc, d'une certaine manière, trouver une nouvelle identité. Elle doit se réconcilier avec elle-même.

Je dirais donc que, en Europe, le plus grand nombre possible de pays devraient suivre la voie suisse. Ils devraient devenir durablement neutres. Ils devraient se dire que c'est une chance que nous ayons tous échoué à devenir de grandes puissances. L'Europe est le cimetière des anciennes superpuissances. Et c'est en réalité un avantage, parce que cela nous libère du devoir de, vous savez, façonner les événements mondiaux. L'Europe pourrait devenir une série de grandes Suisses, jouant les médiatrices entre ces mastodontes et ces États-Léviathans, entre ces Godzillas et ces King Kongs que sont les nations qui continuent, vous savez, à raisonner dans le vocabulaire de la politique de puissance. Mais l'absurdité, c'est que même à Bruxelles, on entend désormais ces fantasmes : nous devrions être forts, nous devrions jouer un rôle militaire, nous devrions être un acteur géopolitique. Je n'y crois pas. En tant que Suisse, je suis profondément convaincu que ce qui est petit est beau. Et si chaque pays était neutre, comme la Suisse l'était autrefois, nous n'aurions aucune guerre.

Je veux dire, je ne pense pas qu'il soit acceptable que la Russie dise : « L'Ukraine échappe à tout contrôle, l'OTAN y est présente, il y a une guerre civile, donc maintenant nous devons intervenir. » De quel droit ? Qu'est-ce que la Russie a à voir, aujourd'hui, avec l'État souverain qu'est l'Ukraine ? La Suisse devrait-elle intervenir dans le sud de l'Allemagne si nous estimions que les partis de gauche vont trop loin, qu'ils commencent à discriminer les entrepreneurs et qu'ils ne sont pas très favorables, par exemple, à la situation fiscale en Suisse ? Nous avons été régulièrement attaqués par l'Union européenne, par l'Allemagne. Devrions-nous envahir parce que nous considérons que c'est une menace ? Donc, cette logique des grandes puissances, je veux dire, je la comprends. Bien sûr, c'est la règle de l'Histoire. Mais, en tant que Suisse, je ne peux pas accepter cette façon de penser. Mais nous ne devons pas commettre la même erreur. Nous devons essayer d'être prêts à nous défendre. Et puis, l'Europe devrait être un pont entre l'Est et l'Ouest, et entre le Nord et le Sud.

#Glenn

C'est intéressant, ce que vous dites sur la puissance. Parce que nous sommes ici, à Moscou, et que les Russes se tournent désormais vers l'Est. Enfin, ils déplacent au moins leurs liens économiques vers l'Est. Et ils découvrent quelque chose d'intéressant. En Europe, il y a toujours ce géant immense, et le réflexe est toujours de chercher à équilibrer. Mon idée, souvent, c'est que l'instinct consiste à penser : plus de puissance, c'est plus de sécurité. Mais en Europe, on voit toujours cette diabolisation, cette volonté de faire contrepoids. Maintenant, ils se tournent vers l'Asie, et là, ils ne

sont plus si grands. Il y a les Chinois, et ils constatent que le comportement est différent, parce qu'on ne cherche plus à faire contrepoids aux Russes.

Au contraire, même avant l'invasion de l'Ukraine, les Japonais se disaient : « Oh, on voudrait sans doute que les Russes restent un peu neutres entre nous et la Chine. Il ne faut pas les rendre trop dépendants de la Chine. » Alors, soudain, ils commencent à mettre les différends territoriaux de côté et essaient de coopérer avec eux. Et les Indiens se disent : « Oh, il ne peut pas y avoir que la Chine dans l'Arctique. Vous devez nous y accueillir. » Maintenant, l'Inde peut être une puissance arctique. Enfin, vous avez tout ça. Donc, soudainement, on s'en accommode, pour s'assurer que la Chine ne devienne pas trop puissante. C'est donc très... comme vous l'avez dit, ce n'est pas toujours grandiose. Ce n'est pas toujours la meilleure solution, j'imagine. Mais encore une fois, vous êtes Suisse. Vous venez de mentionner la neutralité. C'est ce qu'on associe le plus à la Suisse : la neutralité suisse, les comptes bancaires secrets et l'excellent chocolat. Mais concentrons-nous sur la neutralité.

#Roger Köppel

Nous avons aussi une industrie très performante, des universités très innovantes. Nous avons beaucoup de choses à offrir. La Norvège, soit dit en passant, a elle aussi beaucoup d'atouts dans son jeu.

#Glenn

Oui, je ne devrais pas trop m'attarder sur les stéréotypes. Mais cette question de neutralité est intéressante. Vous savez, au moins, il y a la démocratie directe. Mais la neutralité, c'est assez fascinant. Et autrefois, ce n'était pas seulement le cas de la Suisse. Pendant la guerre froide, il y avait une ceinture d'États neutres qui allait du nord au sud. Comment voyez-vous cela aujourd'hui ? Parce que la neutralité est devenue presque quelque chose de négatif, voire de criminalisé. Si vous écoutez les Suédois, par exemple, ils disent désormais : « Oh, quand nous étions neutres, nous étions naïfs. Nous devons combattre le mal. » Dans ce nouveau langage moral qui s'est imposé, la neutralité est devenue immorale. Et cela touche aussi votre pays, la Suisse, parce que vous étiez le phare de la neutralité. Comment percevez-vous cette évolution, et quelles en sont les conséquences ?

#Roger Köppel

C'est un gros problème. Et si nous parlons de neutralité, et de la neutralité suisse, à mon avis — même si, pour le moment, il n'y a pas de consensus en Suisse sur ce sujet —, quand on regarde l'histoire, la neutralité suisse est très particulière. Elle comporte trois éléments. Elle est permanente. Cela veut dire qu'elle ne s'applique pas au cas par cas, qu'elle n'est pas opportuniste. Elle est permanente, en temps de paix comme en temps de guerre.

C'est une neutralité armée. Cela veut dire que nous devons avoir une armée suffisamment forte pour qu'aucun agresseur potentiel ne soit tenté d'entrer. Par exemple, pendant la Seconde Guerre mondiale, les Allemands ont envisagé un moment d'attaquer la France en passant par la Suisse. Mais il est apparu qu'avec notre forteresse alpine et, bien sûr, les contraintes du territoire, il aurait été trop difficile de faire passer toutes ces divisions. Donc, l'aspect militaire est important. Mais il y a aussi ce qu'ils appellent la neutralité intégrale, une neutralité globale. Cela signifie que nous n'intervenons pas, que nous ne participons pas. Nous restons neutres dans tous les conflits qui ne sont pas dirigés contre nous, sur les plans militaire, économique et diplomatique. Et cette neutralité a été suspendue par notre gouvernement, également sous la pression de la morale, lorsque la Russie a lancé cette opération militaire spéciale, comme ils l'appellent. Nous avons donc repris les sanctions de l'Union européenne contre la Russie. Cela signifie que nous sommes désormais une partie belligérante dans la guerre économique contre la superpuissance nucléaire qu'est la Russie.

Et cela, bien sûr, constitue une atteinte à la neutralité. Nous venons d'avoir un référendum national à ce sujet. J'ai participé à un groupe qui lançait une initiative pour rétablir dans la Constitution cette conception traditionnelle de la neutralité. Mais soixante-dix pour cent des électeurs l'ont rejetée. Ils ont dit : non, nous ne sommes pas contre la neutralité, mais nous sommes pour une neutralité flexible. Nous ne voulons pas que notre gouvernement ait les mains liées. Et cette décision du peuple doit être respectée. Donc, cela ne sera pas inscrit dans la Constitution. Mais le débat sur ce que signifie réellement la neutralité se poursuit.

Et si cette guerre s'intensifie et se rapproche des frontières suisses, ce qui n'est pas à exclure. Je veux dire, si les Russes se mettaient à attaquer les soutiens de l'Ukraine, on pourrait facilement les voir arriver en Pologne, voire en Allemagne, qui est directement aux frontières de la Suisse. Alors, je pense que, choqués par cela, les Suisses reviendraient à une neutralité intégrale. Mais je déplore cette décision. J'étais de l'autre côté, mais bien sûr, en bon Suisse, il faut l'accepter.

Mais nous continuerons malgré tout à défendre cette neutralité. Or, ce que vous décrivez, c'était exactement l'argument des opposants. Ils disaient que la neutralité suisse, dans ce sens-là, était une neutralité pro-Poutine. Ce qui est totalement absurde. Parce que lorsque les Allemands, avec un million et demi de soldats, ont envahi la Pologne, la Suisse a dit : « Nous restons absolument neutres. » Cela signifie qu'on ne fait aucune différence entre l'agresseur et l'attaqué. Vous savez, ce sont tous des parties belligérantes. Nous nous abstenons de tout commentaire. Nous n'intervenons ni militairement, ni diplomatiquement, ni par des sanctions économiques. C'était déjà le cas dans les années mille neuf cent trente, lorsque la Société des Nations voulait sanctionner l'Italie pour avoir attaqué l'Abyssinie. La Suisse, en tant que membre de la Société des Nations, aurait alors dû appliquer ces sanctions elle aussi.

Et Mussolini a dit à notre gouvernement : « Si vous nous imposez des sanctions, nous envahirons la Suisse. » Et ce fut le choc des années trente, qui a ramené la Suisse à une neutralité intégrale, à la neutralité classique. Cette neutralité avait été suspendue avant deux mille huit, parce que la Suisse

faisait partie de la Société des Nations. Il est donc très important de comprendre que la neutralité n'est pas un soutien à l'agresseur. Ce n'est pas non plus, pour ainsi dire, une obligation de neutralité pour les citoyens suisses. Le gouvernement doit suivre une politique de neutralité. Mais les citoyens sont totalement libres. Je peux avoir mon opinion. Je peux dire que la Russie fait ce qu'il faut. Ou je peux dire que Poutine est le plus grand des criminels. La neutralité ne concerne pas cela. Je peux dire tout ce que je veux. Mais le gouvernement, l'État, doit s'abstenir. Il doit faire preuve de retenue. Et cela s'est perdu. Cette compréhension s'est perdue à cause des facteurs que vous avez mentionnés.

#Glenn

Je vais juste terminer par une dernière question. J'aime bien la façon dont vous avez expliqué qu'on s'est, en quelque sorte, retrouvés piégés par des récits, et qu'on voit tout à travers ce prisme du moralisme. Comment rectifier le tir, ici ? Parce qu'on voit plus ou moins où tout cela nous mène. Vous avez dit que nous avons un militarisme sans armée. On va faire la guerre à la Russie. Mais personne ne demande à quoi ressemblerait une victoire contre une puissance nucléaire. Personne ne demande à quoi ressemblerait cette guerre. Est-ce qu'on va bombarder Moscou ? Est-ce qu'on va envoyer des troupes en Ukraine, dans les tranchées ? Au juste, qu'est-ce que cette guerre veut dire ? Personne ne parle de ces choses-là.

Et puis, il est très difficile d'avoir ne serait-ce qu'une discussion normale. Parce que si vous dites : « Bon, écoutez, en réalité, la Russie est en train de gagner sur le champ de bataille. » Vous pouvez vous appuyer sur des indicateurs subjectifs pour le soutenir. Eh bien, on vous répond que c'est un argument prorusse. Si vous dites : « D'accord, l'Ukraine subit énormément de pertes », c'est un argument prorusse. Les sanctions ne fonctionnent pas, c'est un argument prorusse. Or, ce sont des réalités objectives. Il n'y a aucune raison pour que dire que les sanctions ne fonctionnent pas soit considéré comme prorusse. Mais je pense que tout est vu à travers ce prisme : « Vous délégitimez les efforts, donc vous les affaiblissez. Et c'est ce que veut Poutine. Donc, vous êtes de leur côté. »

La réalité objective a, en quelque sorte, disparu. Nous devons tous réciter les mêmes récits, vous savez, à partir du même script. Alors, comment rectifier le tir ? Parce qu'on voit bien où tout cela nous mène. Et ce n'est pas joli. Je dis ça parce qu'hier, vous étiez sur une table ronde et, vous savez, j'ai entendu des commentaires du genre : « Il faudrait simplement bombarder l'Allemagne avec des armes nucléaires, leur envoyer un message, rétablir la dissuasion. » Souvent, ça devient un peu sombre. Et je dois être honnête : moi aussi, parfois, je tombe dans cet état d'esprit, quand tout paraît très noir. Mais vous, vous portez un message de paix et d'espoir. Je dois dire que c'était le meilleur commentaire de toute cette conférence, et je vous en remercie vraiment. Mais comment change-t-on de cap ?

#Roger Köppel

Eh bien, vous savez, au bout du compte, je suis un optimiste existentiel. D'un point de vue personnel, la vie de chacun finit par s'achever. Mais on nous a offert le cadeau de l'existence, sans que nous y soyons pour quoi que ce soit. C'est extraordinaire. Le simple fait que nous puissions être assis ici et avoir une discussion, c'est absolument extraordinaire. On nous a offert le cadeau de la vie. Et on nous a dotés de certaines capacités, et de certaines failles. Les êtres humains ont été conçus par qui que ce soit qui l'a fait, quelle que soit la force qui l'a fait. Nous pouvons survivre. Notre simple existence est le triomphe de la vie sur la mort.

Je veux dire, la probabilité qu'il n'y ait rien dans l'univers est sans doute bien plus élevée que la probabilité qu'il y ait de la vie, une planète avec des êtres humains, la nature, et que tout fonctionne bien. Cela devrait donc nous donner une certaine dose d'espoir : toutes les choses dont nous discutons relèvent des erreurs humaines, des malentendus, des mauvais traits de la nature humaine, et cetera. Nous pouvons les résoudre. Et ce qui, pour moi, est en ce moment une raison d'être optimiste, c'est que cette attitude moralisatrice est, au fond, une attitude de faiblesse. C'est une attitude qui n'est pas sérieuse. On ne peut pas la prendre au sérieux. Je veux dire, j'ai eu cette discussion en Allemagne, quand j'ai parlé avec certains de ces types qui font de la surenchère.

Vous savez, les Allemands peuvent se montrer très sûrs d'eux et dire : « Mais nous devons défendre nos valeurs sur les champs de bataille en Ukraine. » Et moi, je réponds généralement : « D'accord, où est votre uniforme ? Où sont vos enfants ? Sont-ils dans un pensionnat aux États-Unis ou en Grande-Bretagne ? Est-ce qu'ils portent l'uniforme, eux aussi ? Êtes-vous prêt à envoyer vos enfants sur les champs de bataille en Ukraine pour défendre la liberté de l'Europe ? » Et je peux vous l'assurer : la discussion s'arrête vite, parce que personne ne serait capable, ni disposé, à risquer sa vie. Cela montre une chose fondamentale : ils ne prennent pas vraiment au sérieux ce qu'ils disent.

C'est la faiblesse de cette position. C'est la première raison d'être optimiste. Ce n'est pas si difficile de faire face à ces moralistes. Et la deuxième chose, c'est que là, je m'inspire de Tolstoï et de son livre, « Guerre et Paix ». Dans son dernier livre, c'est fascinant, il développe sa vision de l'histoire. Et il dit que ce ne sont pas les Napoléon et les Alexandre qui façonnent le cours du monde. C'est en réalité la somme des volontés individuelles des gens. Et quand les gens sont dans un état d'esprit guerrier, alors il y aura la guerre. Mais si les gens ne sont pas dans un état d'esprit belliqueux, alors, dans le monde d'aujourd'hui, il est très difficile de provoquer une guerre.

Et c'est quelque chose qui me donne de l'espoir. Je dis que la Chine a traversé l'enfer ces cent cinquante dernières années. La Russie, enfin, était en train de s'effondrer, de faire faillite. Elle a connu les terribles années quatre-vingt-dix. Aujourd'hui, elle a atteint un certain niveau de prospérité. C'est une immense réussite du président actuel : il a réussi à sortir la Russie de ce marécage, de ces terribles années quatre-vingt-dix. Ils ont eu assez de morts. Et regardez l'Europe, ce cimetière des ambitions de politiciens fous, dans le passé. Et ne sous-estimez pas la mémoire collective des peuples. Je ne vois tout simplement pas, vous savez, ces masses de gens qui iraient faire la guerre.

Je ne les vois tout simplement pas. En revanche, je vois un nombre croissant de responsables politiques qui ont le sens des responsabilités. Ils sont mandatés par un nombre croissant de personnes qui pensent que nous devons arrêter de dormir, arrêter d'avancer en somnambules. Nous devons nous engager en politique. Nous devons nous engager dans le dialogue. Je fais une tournée de conférences en Allemagne, et, dans l'est du pays, on voit de grandes affiches quelque part dans le paysage. Elles disent simplement : « Liberté, paix et partenariat avec la Russie. » C'est la protestation des gens contre la folie de leurs élites. Et cela me laisse une place pour un espoir et un optimisme mesurés.

#Glenn

Souvent, l'instinct — enfin, ce qu'on prend souvent pour du bon sens — c'est : « Oh, les Russes sont méchants, donc on ne leur parle pas. » Et moi, je préfère votre approche, parce que les gens devraient aller voir ça. Vous allez en Russie, vous parlez à Soloviev, et il est dénoncé en Europe et sanctionné comme propagandiste de la Russie. Donc, on ne lui parle pas. Ce qui est étrange, parce que toutes les études sur la propagande montrent que, vous savez, on ne combat pas la propagande en la censurant. On la met au grand jour, on en parle, on va sur le terrain, et vous débattiez, vous vous confrontez à elle.

Et bien sûr, si vous n'êtes pas d'accord avec quelqu'un, c'est comme ça qu'il faut faire. Donc, vous savez, ça ne devrait pas être controversé. Et si votre thèse est juste, s'il y a des problèmes causés par des malentendus, alors je suis heureux que vous soyez à Moscou. Vous pouvez y partager des points de vue et, espérons-le, essayer de réduire certaines de ces tensions. Parce que sinon, ça ne mènera à rien de positif. Mais vous avez terminé sur une note tellement positive que je ne veux pas casser cet élan. Alors, merci beaucoup d'être venu.

#Roger Köppel

Merci, et poursuivez aussi vos dialogues internationaux, à l'échelle du monde entier.